

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELYSEE COSMETIQUES

ZI Technopôle Sud
BP 90008
57600 Folkling

Références : FOLKLING_ELYSEE-COSMETIQUES_2025-07-03_RAPVI_NB_01648
Code AIOT : 0006201245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement ELYSEE COSMETIQUES implanté ZI Technopôle Sud BP 90008 57600 Folkling. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection vise à contrôler par sondage la disponibilité et mise en œuvre opérationnelle du POI en amont de l'exercice PPI du 6 juin 2024 organisé par les services de la préfecture sans en impacter la conduite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELYSEE COSMETIQUES

- ZI Technopôle Sud BP 90008 57600 Folkling
- Code AIOT : 0006201245
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité des installations Elysée Cosmétiques de Folkling est notamment soumise à l'arrêté préfectoral modifié 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000 ainsi que par :

- L'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.
- L'arrêté préfectoral complémentaire 2010-DLP/BUPE N°175 du 10 mai 2010 imposant à la Société Élysée Cosmétique des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations à Folkling.

Le site est dédié à la fabrication et du remplissage d'aérosols cosmétiques. Le site est classé Seveso Haut.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plan d'opération interne (POI)	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-41	Sans objet
2	plan d'opération interne (POI)	Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R515-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur les prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-41
Thème(s) : Risques accidentels, plan d'opération interne (POI)
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. [...] L'exploitant tient à jour ce plan.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne dont la dernière mise à jour a été réalisée le 4 avril 2024. Il contient des dispositions visant à contenir et maîtriser les incidents/accidents, et à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. Le POI intègre notamment les nouvelles dispositions dites "post-Rouen".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : plan d'opération interne (POI)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant [...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection relève que le plan d'opération interne définit des mesures d'organisation (organisation interne des secours, schéma d'alerte général, liste d'appel, etc.), des méthodes d'intervention et des moyens mis en œuvre par l'exploitant (recensement des moyens, fiches réflexes). L'exploitant a disposé lors de l'exercice PPI du document sous forme de classeur papier. L'inspection constate que l'exploitant a mené un exercice POI le 11 juillet 2024 ainsi que le 6 juin 2025, en amorce de l'exercice PPI. La dernière mise à jour du plan d'opération interne a été réalisée le 4 avril 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>